

*L'Adresse—M. MacLellan*

emploi dans d'autres régions, ils ne pourront sans doute pas s'y rendre.

Vers qui pourront-ils se tourner? Où est donc l'élément moteur de la croissance dont nous a parlé la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M<sup>lle</sup> Carney)? Cet élément moteur sera complètement rouillé si l'on ne fait rien au plus vite pour les Canadiens qui ont besoin d'aide et pour qui les programmes du gouvernement ne sont d'aucun secours. A qui s'adresseront-ils? D'où viendront ces possibilités d'emploi? Du secteur de la fabrication? Comme on l'a déjà dit, ce secteur a été durement touché par la récession. Il subit d'énormes pressions de la part des banques qui veulent récupérer l'argent qu'elles ont prêté. Dans le secteur de la fabrication, on estime que, pour être compétitif, il faut moderniser ses installations et rendre ses activités plus conformes aux méthodes des concurrents qui dominent actuellement la scène internationale.

Nous devons donc nous tourner vers nos secteurs primaire et tertiaire. Là encore, cela nous amène au moteur de la croissance préconisé dont la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources nous parle. La ministre a déclaré qu'elle ne prendrait aucune décision importante au sujet de l'énergie tant que, à ses yeux, le prix mondial ne sera pas stable. Mais comment définit-elle cette stabilité? Quand ces importantes décisions seront-elles annoncées? La population de l'Atlantique attend impatiemment qu'elle expose sa position sur les gisements sous-marins de pétrole et de gaz. Les travaux de prospection dans les régions éloignées sont au point mort. Quelque 30 p. 100 des puits prévus dans les accords sur la prospection des gisements de pétrole et de gaz dans les régions éloignées ne seront peut-être jamais forés. Le rythme de la prospection dans les terres domaniales reculées a ralenti. Si le gouvernement fédéral ne fixe pas sous peu les nouvelles règles de base, le forage sur la côte de l'Atlantique et dans l'Arctique pourrait cesser après 1986, année où l'accord actuellement en vigueur prendra fin. Chaque jour que nous perdons signifie que nous devons attendre un jour de plus à compter de 1987.

La planification doit se faire maintenant. Si la ministre veut vraiment créer des débouchés dans l'exploitation des sables bitumineux, pourquoi n'élabore-t-elle pas une politique? Elle ne pourra jamais être tout à fait certaine de l'évolution du prix mondial. Si elle l'est aujourd'hui, elle ne le sera pas demain. Cela ne signifie pas qu'il faille attendre que nous ayons un prix mondial figé une fois pour toutes. Cela ne se produira jamais. Il faut agir dès maintenant.

Que dire des pêches? L'exposé économique prévoit la perception de droits de quai et la réduction d'autres dépenses. C'est déjà un secteur gravement touché sur la côte de l'Atlantique et la côte du Pacifique. Il faut répondre à ces importantes questions. Dans l'intervalle, les gens doivent subsister et ne peuvent compter sur les moteurs de croissance et les politiques de l'avenir. Bien entendu, il faut du temps pour dresser des projets, mais les Canadiens ont besoin d'emplois. Ils ont besoin actuellement d'un revenu quelconque. Il ne s'agit pas uniquement de procurer un travail, mais d'assurer la subsistance de nos concitoyens. Le gouvernement et les députés devraient être en mesure de fournir un espoir d'épanouissement au moyen de l'emploi. C'est très important.

Que dire de nos jeunes actuellement en chômage? Si la situation s'améliore dans cinq ans, ils devront faire face à la concurrence des nouveaux venus en quête de travail. Certains,

au sein du gouvernement, prétendront que ce sont des paresseux parce qu'ils n'ont jamais travaillé. Le ministre des Finances (M. Wilson) aurait déclaré le 9 novembre dernier que les chômeurs canadiens ne faisaient pas suffisamment d'efforts pour se trouver un emploi. Met-il tous les chômeurs dans le même panier? C'est ridicule. C'est cynique. Il faut prendre des mesures pour résoudre ce très grave problème du chômage, non seulement pour des raisons économiques, mais aussi par humanisme.

● (1600)

Nos jeunes méritent qu'on les aide davantage. Mon message n'est pas, comme l'a dit un député à l'un de ses collègues, un message de désespoir. Il s'agit là de solutions possibles sur lesquelles le gouvernement se penchera, je l'espère. Ce sont là des considérations dont le gouvernement tiendra compte, je l'espère également. C'est dans l'intérêt de tous les Canadiens et de tous les députés, quelle que soit leur allégeance politique.

**M. le vice-président:** Questions et observations?

**M. Dingwall:** Monsieur le Président, je voudrais formuler une observation plutôt que poser une question. Je félicite mon collègue de Cap Breton-The Sydneys (M. MacLellan) et je tiens à dire à quel point je suis satisfait de ce qu'il a déclaré ici même. Il a parlé de l'annulation du programme de décentralisation dont devait profiter non seulement sa circonscription, mais également une population beaucoup plus large que celle de la ville de Sydney seule. Il était utile à tout le secteur industriel du Cap Breton. Des gens qui espéraient obtenir de bons emplois au sein du bureau de Santé et de Bien-être social de Sydney ont été stupéfaits de voir à quel point le premier ministre (M. Mulroney) et le ministre des Finances (M. Wilson) ont été insensibles et injustes envers eux dans l'exposé économique du ministre des Finances.

Nos vis-à-vis ne voient pas dans la décentralisation un moyen de favoriser le développement économique. C'est beaucoup plus important dans le cas des régions pauvres du pays. Dans ces régions, la décentralisation des services gouvernementaux ou même des services du secteur privé revêt une importance capitale pour le développement économique. Ce geste sans pitié qu'ont posé le premier ministre et le ministre des Finances contraste avec le mot clé du discours du trône: «consultations». Pourtant, nous avons eu droit à des coupes sombres de 4.2 milliards de dollars.

Le gouvernement a décidé d'annuler la décentralisation sans consulter les employés concernés, la municipalité de Sydney, le député représentant cette région, le premier ministre de la province ou les sept tombes conservatrices de l'arrière-ban, comme nous les appelons dans ma circonscription. On n'a consulté personne, et le premier ministre, après avoir posé ce geste brutal, a eu le culot de parcourir le pays en essayant de faire croire qu'il compatissait aux souffrances endurées par les régions déshéritées du Canada.

Nous nous souviendrons du geste brutal et insensible du premier ministre, mais j'espère que les membres du caucus conservateur, qui sont silencieux comme des tombes, se lèveront, qu'ils interviendront en faveur de la décentralisation et exerceront à l'instar de mon collègue et de moi-même, des pressions sur le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, afin qu'il revienne sur sa décision. Des sénateurs de